

Conférences scientifiques

Normes, déviances et réactions sociales :
méthodes d'enquête et expériences de recherche

Résumés des communications aux ateliers

> Première journée

**Comment enquêter sur les déviances et
leurs régulations ?**

> Lundi 10 décembre 2012 à Bordeaux

Centre Emile Durkheim
Université Bordeaux Segalen
3 ter place de la Victoire
33000 Bordeaux

> Contexte

Cette première journée scientifique porte sur les dispositifs méthodologiques en tant que tels, leurs implications, leurs portées, leurs limites et le type de résultats qu'ils produisent. En effet, quel intérêt les différentes méthodes employées présentent-elles (quantitatives et/ou qualitatives, approche statistique, monographique, ethnographique, socio-historique, comparative, quasi-expérimentale, etc.) ? Quels types de résultats entend-on produire (recherche exploratoire, descriptive, explicative, prédictive, etc.) ? Quelles techniques mobiliser (questionnaires, entretiens individuels ou collectifs, récits de vie, *focus groups*, intervention sociologique, observation passive ou participante, ouverte ou clandestine, analyse textuelle, méthodes visuelles, etc.) ? A quels types de difficultés faire face ? Quels liens réciproques existe-il entre le dispositif méthodologique, l'objet d'étude, le terrain d'enquête, la problématique et le cadre théorique ? Dans quelle mesure le dispositif méthodologique influence-t-il le rapport de l'enquêteur au terrain et son expérience des relations avec les enquêtés (et inversement) ? Quelles incidences le dispositif méthodologique, les choix dont il répond et les difficultés sur lesquelles il bute, ont-ils sur les résultats produits ?

Résumés des communications aux ateliers

Atelier n°1 : Prison et justice

Session 1

Animateur : Thierry Oblet, Université Bordeaux II – Centre Emile Durkheim

Les parcours d'exécution de peines des personnes gravement malades dans les établissements pénitentiaires français

Aline Chassagne, CHU de Besançon, CIC-IT INSERM 808, Université de Franche-Comté, LSA - EA 3189

Différentes dispositions législatives doivent permettre aux personnes détenues, relevant d'une prise en charge palliative ou ayant un état de santé incompatible avec la détention, d'accéder aux soins et de demander une suspension de leur peine pour raison médicale (loi Kouchner 2002). Une équipe du CHRU de Besançon, composée de médecins et de sociologues, a mis en place une étude (PARME) pour analyser le processus de construction de cette demande au regard des interactions entre le monde de la justice et le monde médical et, pour comprendre le parcours d'exécution de peine des personnes gravement malades en prison. Cette recherche médicale mobilise à la fois une méthode quantitative (recensement épidémiologique), et une méthode qualitative compréhensive basée sur des entretiens, complétée par des temps d'observation. Ancrée dans les données issues du terrain, cette méthode permet une conceptualisation et une théorisation progressive (Glaser et Strauss, 1967) et apparaît en décalage face au monde de la recherche médicale privilégiant une analyse hypothético-déductive. A partir des données de cette enquête, nous chercherons à répondre aux questions suivantes : En quoi la recherche médicale encadrée par des procédures propres (protocoles, consentement) peut parasiter la recherche sociologique ? Mais aussi comment ce mariage mixte apporte des pistes de réflexions fécondes. En d'autres termes, quels sont les enjeux méthodologiques et épistémologiques de cette recherche en prison ?

Existences réécrites

Carlo De Rose, Université de Calabre, Département de Sociologie et Science Politique

La communication propose les résultats d'une enquête menée sur les histoires de vie des détenus condamnés à la prison à vie et actuellement réclus en certains instituts pénitentiaires du sud Italie. La question traitée dans la communication est soit méthodologique qu'épistémologique et concerne la reconstruction biographique et les stratégies de rédéfinition de l'identité personnelle des condamnés. Les problèmes cruciaux qui rencontrent les chercheurs engagés dans ce champ de recherche sociale ne sont pas ceux liés à l'accès aux lieux de détention, au contact avec les détenus ou aux pratiques des interviews. De plus difficile contrôle sont plutôt les dynamiques de rédéfinition et de re-interprétation des biographies personnelles qui s'amorcent à l'intérieur du contexte des prisons. Telles dynamiques sont expression de stratégies communicatives des mêmes détenus qui cachent souvent un profond besoin de réhabilitation sociale et de réconciliation avec le monde extérieur. La perspective de vie

du condamné à la prison à vie est charge d'ambivalences qui se réfléchissent dans la mode dans laquelle elles sont construites les autobiographies. Si les condamnés n'ont pas un futur dehors des cellules, elles peuvent toutefois remplir de nouveaux contenus leur vie, celle-là présent et celle future, en essayant de réélaborer le passé. Le focus de la communication concerne exactement le type de réélaboration mise en acte des détenus et l'entretien quelle occasion, espace, scène de cette réélaboration.

Limites méthodologiques et émotionnelles d'une étudiante dans une prison pour adolescents

Amélie Derobert, Université Lumière Lyon II, ECP - EA 4571

La présente contribution s'appuie sur une enquête exploratoire, réalisée d'octobre 2010 à mai 2011 dans un Établissement pénitentiaire pour mineurs. L'enquête a objet l'étude des activités professionnelles du binôme (surveillant-éducateur) dans le milieu pénitentiaire et emprunte des outils empiriques de la sociologie. Les observations permettent de questionner l'espace carcéral (les unités, les cellules, le pôle d'activité et l'espace administratif) dans lequel se déroulent les situations. Les entretiens semi-directifs permettent d'approfondir les situations observées. Pendant la période intensive de terrain, différentes difficultés sont apparues : la première concerne l'accès au terrain et la protection des interviewés ; d'autre part la survenue d'un événement particulier (une prise d'otage) a altéré la fin de l'enquête : tous les entretiens n'ont pas pu s'effectuer, mes notes d'observations devenaient incohérentes : voici l'expérience carcérale du chercheur (Rostaing, 2010). Comment mieux anticiper et préparer sa posture afin de limiter les perturbations du terrain dans la recherche ? Comment être flexible méthodologiquement pour intégrer les variables aléatoires du terrain ? Et lorsque l'on veut communiquer sur l'institution pénitentiaire : A quelles résistances et négociations sommes-nous exposés lorsque l'on veut faire l'usage de photos de l'établissement pour une communication ?

Session 2

Animateur : Thierry Oblet, Université Bordeaux II – Centre Emile Durkheim

Prison et ségrégation urbaine : comment articuler les approches quantitatives et qualitatives ?

Lucie Bony, ENSAP, CRH, LA VUE - UMR 7218

Cette communication repose sur une recherche doctorale qui analyse la relation existant entre la prison et les quartiers urbains où est « recrutée » la « clientèle carcérale ». Le dispositif méthodologique comprend deux volets. Le premier, quantitatif, consiste en une analyse écologique du « recrutement » de la population carcérale à partir de données du recensement et de données extraites du Fichier National des Détenus. Le second, qualitatif, repose sur des enquêtes ethnographiques réalisées en détention et en ville.

Cette présentation insistera sur l'évolution de cet assemblage méthodologique (du projet initial à sa mise en pratique effective) et sur les raisons pour lesquelles certains choix méthodologiques ont été privilégiés et d'autres écartés (orientations théoriques, contraintes institutionnelles, accessibilité des données, expérience de terrain). On

souhaite ainsi montrer que l'objet de recherche résulte de l'interaction continue du cadre théorique et du dispositif méthodologique.

Il s'agira finalement de mettre au jour les apports et les limites de cette recherche au croisement du qualitatif et du quantitatif. Si le dépassement de ce clivage méthodologique largement institutionnalisé permet de produire des résultats originaux et d'interroger la pertinence et l'actualité de théories constituées (on pense notamment aux travaux d'écologie urbaine), il soulève un certain nombre de problèmes pratiques et théoriques (articulation des échelles géographiques, confrontation de données descriptives, explicatives et compréhensives...) qu'il convient de prendre en considération pour mesurer la portée des résultats finalement obtenus.

L'expertise et la justice en train de dire : intérêt d'un dialogue interdisciplinaire entre sociologie et sciences du langage

Sébastien Saetta, Université de Toulouse II Le Mirail, LISST - CERS - UMR 5193

La communication proposée s'appuie sur une recherche doctorale en sociologie sur l'intervention de l'expert psychiatre dans les affaires criminelles. Cette recherche, qui s'est appuyée sur l'analyse d'archives de cours d'assises ainsi que sur l'observation ethnographique de procès, fut l'occasion d'une découverte inattendue : celle de l'importance du langage dans la procédure criminelle. La lecture des expertises et l'observation de procès confrontent alors d'emblée le sociologue aux limites de son dispositif méthodologique, dans la mesure où ce dernier néglige généralement la dimension proprement langagière des phénomènes étudiés.

Nous proposons de montrer de quelle façon intégrer le langage dans l'analyse sociologique, et de montrer l'intérêt d'une telle démarche. Les théories de l'énonciation, la narratologie, ainsi que l'analyse du discours fournissent au sociologue divers outils - tant théoriques que méthodologiques - permettant d'étudier l'expertise et la justice en train de se dire. Ces outils permettent de déconstruire efficacement l'illusion positiviste selon laquelle ce qui est dit, ce qui est écrit, ce qui s'énonce constituerait une photographie de la réalité, en l'occurrence ici du crime ou du criminel. La procédure criminelle apparaît alors davantage comme une bataille de discours, et une chaîne pénale discursive au cours de laquelle les acteurs mobilisent des stratégies discursives leur permettant de défendre telle ou telle conception du crime ou du criminel.

Enquêter sur les familles de détenus : retour d'expérience sur un entretien pas comme les autres

Caroline Touraut, Centre Max Weber - UMR 5283

« Ouais je ne sais pas, ce n'est pas réfléchi, je ne sais pas comment expliquer, c'est pas... Ce sont des questions un peu... C'est vide de sens... (...) vraiment ta question est mal posée. » Voilà une des répliques cinglantes de Nadine, mère de deux détenus, lors de notre entretien mené dans le cadre de ma thèse de sociologie consacrée à l'expérience des proches de détenus. La posture du chercheur était aussi l'objet de ses critiques : « Les sociologues, c'est comme quand on va au zoo et qu'on regarde les animaux... Ils ne comprendront jamais ce que vivent les animaux... bon après il y a des gens qui s'y connaissent, il y a des vétérinaires mais tu vois mon idée » ; « Il faut toujours s'engager (...) mais en fait je suppose que l'on te fait vite comprendre que ce n'est pas ce que l'on te demande... si tu t'engages trop tu risques d'avoir une sale note, c'est ça ?!... Mais toi, si tu ne le mets pas dans ton travail qu'il y a de la torture

des prisonniers, ça ne sert à rien de rendre ton travail. »

C'est à partir de cette situation de terrain particulière dans l'enquête que j'ai menée et où j'ai rencontré près de 60 proches de détenus en entretien et une vingtaine de personnels de surveillance, que j'entends discuter des dimensions pratiques de la recherche et présenter la manière dont elle m'a nécessairement engagé. Les remarques de Nadine soulèvent aussi les principaux enjeux éthiques et déontologiques propre à la démarche scientifique sur lesquels je reviendrai dans mon propos. Enfin, au-delà de sa violence, j'expliciterais en quoi cet entretien a été un prisme d'analyse essentiel pour me permettre d'appréhender l'objet mon étude.

Atelier n°2 : Sécurité et Ordre public

Session 1

Animatrice : Virginie Malochet, RT3 AFS - IAU-IDF - CESDIP

« Facilités » et « difficultés » à enquêter sur les politiques sécuritaires territorialisées

Sylvain Bordiec, Université Paris VIII, Equipe CSU - CRESPPA

La réflexion que je voudrais soumettre à la discussion s'appuie sur les apports d'une enquête que j'ai menée à Paris, pour les besoins de ma thèse, dans une zone partiellement intégrée à la géographie prioritaire de la Politique de la ville. Ce travail visait à mettre au jour les ressorts, les formes et les effets socialisateurs des relations entre d'un côté les travailleurs sociaux investis dans des associations tout ou partie destinées à la jeunesse et, de l'autre, les membres de leurs publics. La construction de réponses sociologiques à cette question générale a nécessité de poser un regard à la fois ethnographique, historique et statistique sur cet espace local où « le problème des jeunes qui posent problème » attire de multiples investissements sociaux et politiques. Sur ce sujet, les autorités locales placent beaucoup d'espoirs dans le Contrat de sécurité d'arrondissement, qui est une application dite connexe de la Politique de la ville. Indispensable à la compréhension des conditions de la socialisation par ces associations, l'enquête sur la mise en œuvre de ce dispositif par analyse des documents officiels de la Politique de la ville et des écrits associatifs, par entretiens individuels et collectifs (avec les élus, les policiers, les travailleurs sociaux, les jeunes, les parents), par observation (au sein des locaux associatifs, dans la rue et dans les équipements publics à l'occasion des multiples « opérations citoyennes » où sont réunis les membres de cette configuration d'acteurs) est aussi exemplaire des possibilités d'enquêter dans un mouvement parallèle sur les opérateurs et les cibles officiels des politiques sécuritaires territorialisées. En effet cette action publique fondée sur les thématiques de la « proximité » et du « partenariat » entre les acteurs locaux offre à l'enquêteur la possibilité de saisir des interactions entre élus, policiers, chargés de mission de la Politique de la ville, associatifs et habitants hautement révélatrices de la manière dont ils coexistent et perçoivent leurs activités respectives, et des attentes qu'ils nourrissent les uns envers les autres. Ces ouvertures, ces « facilités » d'enquête sont loin pour autant d'épargner à l'enquêteur les « difficultés ».

Comment enquêter sur une enquête ?

Matthieu De Castalbajac, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, CESDIP - UMR 8183

On voudrait montrer comment on peut enquêter sur les enquêtes de victimation, de manière à en tirer un autre éclairage sur l'évolution de la mesure du crime qu'au moyen de l'analyse de leurs données. Le retour réflexif sur ces enquêtes était déjà une préoccupation majeure de leurs concepteurs. Néanmoins cette réflexivité a surtout porté sur les effets du questionnaire sur les capacités de remémoration des enquêtés. On propose ici un questionnement plus général sur la confection des enquêtes. Pour expliquer leur formation et leur institutionnalisation, il faut les replacer dans le champ où elles se sont constituées, le champ de la recherche appliquée dans les Etats-Unis des années 1960, puis serrer de près les transformations qu'elles ont subies en passant dans le champ de la recherche gouvernementale. L'exportation des enquêtes états-uniennes, dans d'autres pays, les a également fait passer d'un champ de réception, généralement non-gouvernemental, à un champ d'institutionnalisation, dans des agences gouvernementales. Pour étudier ces effets de champ, la combinaison de trois méthodes est indispensable. a) L'analyse des protocoles fait voir les variations que subissent les enquêtes en passant d'un champ à l'autre. b) Mais comme par ailleurs les mêmes items peuvent servir des fins différentes, il est nécessaire d'identifier, grâce à des entretiens avec les acteurs, les changements ou l'accumulation de finalités qui peuvent affecter la continuité apparente de certains modules. c) Plus systématiquement, la méthode prosopographique suggère que les promoteurs des enquêtes ont typiquement un pied dans deux champs ; celui de la recherche universitaire et celui de la recherche appliquée. La dualité de ces profils permet d'éclairer le paradoxe apparent suivant lequel une enquête initialement prévue pour échapper au monopole des statistiques officielles n'a pu se développer qu'en s'affiliant à des agences gouvernementales. Seule la combinaison de ces méthodes permet de rendre compte de ce paradoxe, en cassant l'opposition entre savant et politique, pour montrer un dégradé de situations tirant entre les deux pôles.

Enquêter sur les pratiques de graff illicites : une simple affaire de confiance ?

Katia Fersing, Université Nice Sophia Antipolis, LIRCES - EA 3159

Selon nombre de praticiens rencontrés au cours de l'enquête menée dans le cadre d'une thèse doctorale d'ethnologie, le non graffeur n'a pas son mot à dire parce que les productions graphiques ne lui sont nullement adressées. Il n'appartient pas au cercle des initiés. Mais s'il démontre un intérêt particulier à l'égard de leurs pratiques, comme ce fut par exemple mon cas, les peintres ne se refusent pas à en parler, bien qu'ils se plaisent à entretenir une certaine distance à l'égard de l'intéressé(e), à plus forte raison si l'attention est portée sur la dimension illicite de leurs activités. Sans "confiance" m'a-t-on répété maintes fois, pas ou peu de transmission de la part des informateurs. Les risques seraient trop grands. De quels risques s'agit-il ? Qu'est-ce que la confiance, dans le cadre d'une enquête orientée sur la dimension illégale des pratiques de graff ? Comment s'instaure-elle entre les interlocuteurs ? Selon quels modes, pour quelles raisons ? Que permet-elle, quelles limites suggère-t-elle ? C'est au travers des choix méthodologiques, des outils mis à contributions mais aussi l'analyse de ce que j'ai nommé "les différents degrés d'implication des interlocuteurs dans la relation établie", que nous tâcherons de comprendre, à travers cette communication, la manière dont se sont tissés, au fil du temps, les liens de confiance indispensables à la pénétration d'un milieu "souterrain" dont il m'aura fallu progressivement lever les voiles du secret et de l'anonymat.

Observation directe d'un « PC-vidéo » : quelles interactions entre enquêteur et enquêtés ?

Vincent Francis, Université Catholique de Louvain en Hainaut

Nous avons effectué au cours de l'année 2010 une observation directe au sein du PC-vidéo (centre de contrôle de plus de 3500 caméras de surveillance) de la Société Nationale des Chemins de fer Belges (SNCB).

Ce dispositif méthodologique fut mis en place dans le cadre d'un programme de recherche doctorale (abouti) ayant pour objet les transformations contemporaines des modalités du contrôle social. Il s'agissait en observant, de jour comme de nuit, le quotidien de ce service - son fonctionnement et les pratiques de ses opérateurs - de mieux comprendre la manière dont est pensée et mise en œuvre la stratégie de sécurisation des espaces de la SNCB.

Nous proposons sur base de cette expérience de terrain de faire état d'enjeux méthodologiques liés à l'étude ethnographique de ce type de dispositifs de régulation de la déviance. Plus précisément, nous proposons d'aborder trois défis (en partie liés) imposés au chercheur ethnographe :

1. Comment accéder à un monde professionnel de prime abord méfiant et peu enclin à jouer la transparence ?
2. Comment trouver et assumer sa place de chercheur au sein de ce monde professionnel ?
3. Et enfin, comment se positionner face aux attentes de feedback formulées par les responsables hiérarchiques (du service observé) tentés de profiter de cet informateur particulièrement bien placé qu'est le chercheur ?

La politique de la ville, de la base des habitants au sommet des décideurs : sociologie d'une entreprise de régulation de la déviance

Nicolas Sembel, IUFM Aquitaine, Centre Emile Durkheim - UMR 5116 et **Boris Teruel**, Bureau de Sociologie Appliquée, Bordeaux

Plusieurs années d'enquêtes de sociologie urbaine menées dans le cadre d'un bureau d'études, sur de multiples terrains (Grenoble, Limoges, Grand Lyon, Bordeaux, région parisienne, communes de taille moyenne et communautés de communes) et au moyen de méthodologies diverses (entretiens, observation, analyse secondaire de données), nous permettent de reconstituer une image fidèle de ce qu'est la politique de la ville aujourd'hui en France, et de réfléchir au positionnement du sociologue et au rôle de la méthodologie et de la théorie sociologiques dans cette vaste entreprise de régulation des déviances urbaines et sociales.

En effet, chaque fois que le bureau d'études est sollicité pour analyser le fonctionnement d'un quartier et repenser l'action publique, le cadre d'un problème urbain se pose, en termes d'écart à une ou des normes dominantes, elles-mêmes reflétant une idée bien précise de la ville et de son fonctionnement.

Cette « idée de ville » croisée au cours des enquêtes, véhiculée par la politique de la ville et par ses acteurs « dominants » marque les frontières des quartiers relégués à l'aune de la morphologie toujours particulière d'un contexte urbain. Bon nombre des acteurs « dominés », en l'occurrence les habitants, ne cherchent souvent, dans le cas de la France, qu'à s'intégrer toujours un peu plus et mieux, en bénéficiant d'aides publiques et privées qui ne sont pas toujours perçues par eux, loin de là, comme des

outils de normalisation.

L'essentiel de la politique de la ville nous semble résider ailleurs que dans les aides (essentiellement financières), les conseils (essentiellement moralisateurs et/ou normatifs) et les plus lourdes modifications urbaines (destruction/reconstruction, rénovation, aménagement des espaces extérieurs). Ces dernières s'organisent au gré de logiques diverses mais toujours avalisées par des rhétoriques institutionnelles redondantes finissant par structurer une sorte de bulle technocratique séparant le monde (restreint) des décideurs de celui des habitants. L'incapacité chronique à faire de la participation des habitants une réalité en offre certainement l'illustration la plus parlante.

Nos enquêtes ont permis de mettre précisément au jour, surtout grâce à la diversité méthodologique mobilisée (sur les plans qualitatif et quantitatif), une relation sociale typique d'étiquetage et de régulation, entre d'un côté des (forcément) non-déviantes, tous les professionnels de la politique de la ville, tous les élus et décideurs à tous les niveaux, et d'un autre côté des (forcément ou potentiellement) déviantes, les « habitants des quartiers » ; le sociologue ayant pour objectif de s'impliquer le moins possible dans cette relation qui est, selon nous, son principal objet d'étude. La politique de la ville, telle que nous l'avons expérimentée, est une politique de démarcation des territoires urbains modernes, aussi variable dans les formes qu'elle prend que les contextes urbains sur lesquels elle intervient et qu'elle cherche à réguler, pas nécessairement en améliorant la situation d'ailleurs – ce point est parfois totalement secondaire.

Sur le plan des choix méthodologiques, la conséquence est que, non seulement leur diversité qualitative et quantitative est nécessaire, mais aussi qu'un niveau élevé d'exigences scientifiques est indispensable. Rien de plus simple en effet que de faire des enquêtes par téléphone et de compiler l'existant (rapports d'enquête citant d'autres rapports d'enquêtes, la méthodologie se réduisant dans ce cas au corpus de l'ensemble des enquêtes menées sur un territoire) ; même un passage sur le quartier étudié n'est pas nécessaire dans cette optique. Faire de la démarcation un objet d'étude suppose d'intégrer dans la définition de l'objet toutes les parties de la relation entre « non-déviantes » et « déviantes », pour étudier autant la structure que l'expérience, étudier autant le quartier de l'extérieur que de l'intérieur. Nous nous appuyons sur de nombreux exemples pour illustrer les fonctions de la méthodologie dans cette production particulière des savoirs sur laquelle les enquêtes de la politique de la ville débouchent : savoirs d'apparence scientifique ou véritablement « questionnants ».

Session 2

Animatrice : Candice Martinez, RT3 AFS – EHESS - ACOFIS

Ethnographie de la réforme de l'Etat sur le terrain policier : intérêts et limites de l'observation participante

Elodie Lemaire, Université de Picardie Jules Verne, CURAPP - UMR 7319

La communication propose de faire un retour réflexif sur l'enquête par immersion dans l'institution policière, à partir d'une recherche de terrain, menée pendant deux ans dans un commissariat de sécurité publique, portant sur les traductions concrètes de la réforme de l'Etat. Il s'agira d'interroger à la fois les intérêts, les pièges et les limites que comporte ce choix méthodologique dans l'analyse de la réforme « par le bas ». La participation au travail ordinaire et la construction de relations de confiance avec les policiers permettent d'entrer finement dans les modes de pensée et de pratiques des enquêtés et ainsi d'approcher les petits moments de gloire, de satisfaction et les enjeux de luttes internes entre catégories sociales de genre, de générations, de

qualifications que les organigrammes administratifs réduisent à des dénominations fonctionnelles. Cette démarche suppose néanmoins de produire de la distanciation. Aussi, l'étude des objets dits « froids », tels que les organigrammes, les règles, les catégorisations d'emplois, les documents internes, les textes de lois, et le recours aux techniques d'enquête quantitative, sont-ils des moyens d'objectiver ce que l'enquêteur vit spontanément. Cependant, l'unité d'analyse, qui conditionne à plusieurs égards l'enquête par immersion dans l'institution policière et la qualité du matériau recueilli, pose de redoutables problèmes, notamment celui d'une approche exclusivement centrée sur les relations strictement internes au commissariat.

Insécurité personnelle dans les transports publics urbains chez les étudiants

Julien Noble, Université Paris I, CERAL

Depuis dix ans nos enquêtes sont consacrées aux violences dans le sport amateur. Après avoir quantifié et qualifié les faits, nous nous sommes rapprochés des situations en multipliant des observations dans les clubs. Auprès des éducateurs et des joueurs. Autour des matches et plus récemment de ceux qui les régulent : les arbitres. Cette contribution permet de revenir sur quelques obstacles rencontrés par les chercheurs lorsqu'ils étudient l'activité de régulation des arbitres. Quels sont ces obstacles ? Ils sont de deux ordres. Le premier renvoie aux propriétés du corps des arbitres : hétérogénéité des profils, des carrières, des procédures d'évaluation et de formation. Le second découle de la démarche choisie : observation par entretiens, constitution de l'échantillon, comparaison avec d'autres « métiers de l'ordre ». En procédant ainsi, auprès d'arbitres bénévoles ou professionnels, débutants ou expérimentés, promus ou déclassés, on se trouve face à un corpus d'une quarantaine d'entretiens très différents. Pour simplifier on aurait d'un côté des enquêtés rompus à l'exercice contrôlé de mise en scène de soi (parce que régulièrement évalués à mesure qu'ils progressent dans la hiérarchie...), et de l'autre des arbitres incapables de s'émanciper d'une version formatée de l'activité arbitrale (parce que débutant l'activité ou faiblement investis dans le « métier »). Autrement dit le chercheur collecte des offres de discours élaborés et d'autres apparemment superficielles. C'est en confrontant ces catégories de récits que l'enquêteur parvient à donner plus de signification à l'activité des arbitres comme élément explicatif des déviances. A tous les niveaux.

Observer par entretiens l'activité de régulation : les cas des arbitres de football

William Nuytens et Nicolas Penin, Université d'Artois, SHERPAS - EA 4110

Depuis dix ans nos enquêtes sont consacrées aux violences dans le sport amateur. Après avoir quantifié et qualifié les faits, nous nous sommes rapprochés des situations en multipliant des observations dans les clubs. Auprès des éducateurs et des joueurs. Autour des matches et plus récemment de ceux qui les régulent : les arbitres. Cette contribution permet de revenir sur quelques obstacles rencontrés par les chercheurs lorsqu'ils étudient l'activité de régulation des arbitres. Quels sont ces obstacles ? Ils sont de deux ordres. Le premier renvoie aux propriétés du corps des arbitres : hétérogénéité des profils, des carrières, des procédures d'évaluation et de formation. Le second découle de la démarche choisie : observation par entretiens, constitution de l'échantillon, comparaison avec d'autres « métiers de l'ordre ». En procédant ainsi, auprès d'arbitres bénévoles ou professionnels, débutants ou expérimentés, promus ou déclassés, on se trouve face à un corpus d'une quarantaine d'entretiens très différents. Pour simplifier on aurait d'un côté des enquêtés rompus à l'exercice contrôlé de mise en scène de soi (parce que régulièrement évalués à mesure qu'ils progressent dans

la hiérarchie...), et de l'autre des arbitres incapables de s'émanciper d'une version formatée de l'activité arbitrale (parce que débutant l'activité ou faiblement investis dans le « métier »). Autrement dit le chercheur collecte des offres de discours élaborés et d'autres apparemment superficielles. C'est en confrontant ces catégories de récits que l'enquêteur parvient à donner plus de signification à l'activité des arbitres comme élément explicatif des déviations. A tous les niveaux.

Enquêter sur la banlieue : tensions dans la démarche ethnographique

Luuk Slooter, EHESS – CADIS – UMR, Université d'Utrecht - Centre for Conflict Studies

My PhD research focuses on suburban violence in France. I am particularly interested in the interplay between the framing of violence, social identity dynamics and space making. In 2010 and 2011 I conducted several months of ethnographic research in banlieue La Courneuve, where I shared an apartment with a local inhabitant of cité 4000sud. In my presentation I would like to discuss two tensions that are central to ethnographic research.

First, ethnography is inextricably bound up with research in the 'field'. The classic idea of having a 'field' that you can enter and leave is however problematic, both conceptually and practically. What is the 'field'? Where does it start? Where does it end? Who decides where the boundaries are? I argue that it is more fruitful to speak of a collection of research sites rather than a 'field'. I propose an ethnography that is 'nomadic', rather than fixed in a bounded, given and natural 'field'.

Secondly, the position of the ethnographer may have different degrees of involvement: ranging from an invisible observer to a full participant. During my research I realized that the 'observer' can easily and accidentally become 'the observed', both through the eyes of the state (I was stopped, put against the wall and searched four times by the local police) and through the eyes of respondents (who often suspected me of being an undercover 'keuf'). How should the ethnographer deal with what some call 'obstacles' or 'access problems'? How should these personal experiences be reflected in the final product that comes out of ethnographic research? Should the ethnographer's voice and presence be wiped out or carefully and explicitly described?

Atelier n°3 : Délinquance et économies informelles

Animateur : Konstantinos Delimitsos, RT3 AFS – Université de Nancy

Récit d'un parcours de recherche au marché aux puces « informel » de la Porte Montmartre (Paris)

Mélanie Duclos, Université Paris VII, URMIS - UMR 205

La réflexion que je propose est le fruit de trois ans de recherche et de dix mois de terrain au marché parisien de la Porte Montmartre : lieu de vente illégal d'objets de seconde main.

Au fil de ces trois années, ma démarche méthodologique a changé et, avec elle, l'objet de la recherche, sa problématique et ses approches théoriques.

Partant d'une approche constructiviste et structuraliste de la déviance, j'ai d'abord cherché à comprendre comment les marchands de la Porte Montmartre étaient définis et traités comme déviants et comment ils s'opposaient à ces définitions et traitements. Pour répondre à ces questions, le terrain constituait une sorte de réservoir où puiser

des éléments de réponse.

Mais au terme de cette première étape, les résultats obtenus, quoiqu'intéressants, se révélaient non seulement insuffisants mais également trompeurs : ils laissaient échapper des pans entiers de la réalité du marché, et, plus grave, ils en déformaient certains.

Suite à ce constat, ma recherche a connu une sorte de virage ethnographique. L'observation minutieuse allait me permettre de mettre à jour l'ambivalence caractéristique du rapport des producteurs de déviance aux « déviants » tandis que la place laissée aux enquêtés allaient m'autoriser à saisir des dynamiques identitaires qui n'étaient pas que d'opposition et qui pourtant se révélaient centrales pour comprendre jusqu'à la raison d'être des pratiques de vente Porte Montmartre.

C'est de ce parcours dont je voudrais rendre compte.

D'une logique de légitimation à l'autre : les milieux populaires brésiliens en quête d'horizons

Isabel Georges, Institut de Recherche sur le Développement, IRD - UMR 201

Au bout de plus de 10 ans d'enquêtes de terrain sur les milieux populaires au Brésil, à São Paulo, ayant pour objet essentiellement le travail des femmes dans un éventail d'activités diverses, cette communication propose un premier bilan « raisonné » de ces expériences. La communication abordera des questions comme l'accès au terrain, la négociation et les implications de l'obtention du statut d'observateur(trice) et interrogera notamment les relations entre les choix méthodologiques et leurs implications en termes de définition de la problématique de recherche. Concrètement, il s'agira de réfléchir aux implications du passage d'une Sociologie du travail traditionnelle, centrée sur le monde du travail de l'entreprise, à un abordage plus ethnographique, à partir des lieux de vie – surtout les quartiers « périphériques » de la ville de São Paulo – qui se trouvent constituer également des lieux de production dans un contexte qui se caractérise toujours par la prédominance du « travail informel ». En termes de contenu, la débouchée centrale de ce « virage ethnographique » intervenu de façon progressive à partir du milieu de la décennie, en écho aux événements survenus à São Paulo en mai 2006, connus comme « les attaques du PCC-Premier Commandement de la Capitale », une affirmation du pouvoir du principal Cartel de la drogue de l'État, est la prise en compte simultanée d'un ensemble hétérogène de « régulateurs » de la vie publique et privée (les pouvoirs publics, des groupes mafieux, des entités religieuses) et les manières dont les hommes et les femmes font coexister leurs différentes logiques de légitimation dans la pratique, une dimension centrale de la place du conflit et de la gestion contemporaine des rapports de classe au Brésil.

Mesurer la délinquance/Décrire l'expérience adolescente : à propos de deux dispositifs d'enquête sur les illégalismes

Jacques Moriau, Université Libre de Bruxelles, METICES

Tenter d'étudier le « même » objet à partir de méthodes différentes est une opportunité unique pour montrer quels liens se tissent entre les dispositifs de recueil de données, l'objet de recherche, les « régimes de véridicité », l'utilisation socio-politique des résultats et comment ces éléments exercent entre eux des influences réciproques.

Nous avons récemment eu l'occasion de mettre à jours ces relations en réalisant de façon parallèle sur le même phénomène de la délinquance juvénile un recherche quantitative et une recherche qualitative (SRDBEL). Le volet quantitatif consistait en une enquête pas questionnaire de délinquance auto-rapportée (n = 2600), le volet

qualitatif se basait sur la réalisation d'entretiens compréhensifs (n = 43).

La confrontation des résultats a été non seulement l'occasion de mettre à jour les liens, propres à chaque volet, entre les niveaux épistémologiques, méthodologiques et ontologiques des deux dispositifs d'enquête, mais elle nous a également obligé à interroger les conditions pratiques de réalisation du recueil des données. Cette approche critique révélant de façon précise deux façons de construire des données et leurs implications liées.

C'est cette expérience d'une enquête "double" et les réflexions qu'elle a suscité que nous entendons présenter lors de la journée d'étude.

Atelier n°4 : Ecole et travail social

Session 1

Animateur : Mohamed Belqasmi, LERS – IDS – ACOFIS

Enquêter auprès de jeunes accueillis en ITEP : une stratégie adaptative

Hugo Dupont, Université Victor Ségalen Bordeaux II, Centre Emile Durkheim - UMR 5116

Certains élèves ont un comportement perçu comme déviant à l'école. Pour utiliser les mots des acteurs scolaires, ils ont des troubles du comportement qui les empêchent d'entrer dans les apprentissages. Ils sont alors diagnostiqués sur le plan psychiatrique et reconnus comme étant en situation de handicap psychique. Ils sont orientés vers des établissements du secteur médico-social appelé Instituts Thérapeutiques, Educatifs et Pédagogiques.

Souhaitant rendre compte de l'expérience des jeunes ainsi orientés, nous avons pris ces établissements comme terrain privilégié de notre de thèse. L'accès au terrain fut difficile. Les acteurs se disaient intéressés, mais... Nous entretenir avec les jeunes ? Complicé : « il faudrait demander l'avis des parents par courrier, ce serait long et puis les parents ils répondent pas souvent à nos sollicitations. » Nous entretenir avec des professionnels ? Difficile : « ils sont là pour travailler au contact des jeunes, on ne peut pas comme ça en prendre un à part pendant une heure. Que vont faire les jeunes pendant ce temps ? » Observer une activité ou un cours ? Contre-productif : « la présence d'un jeune homme ça risque de les perturber. Ils vont vouloir se faire remarquer et vont être agités. ». Et bien sûr le secret médical nous était régulièrement opposé.

Nous souhaitons discuter de notre stratégie d'adaptation à ces difficultés qui nous ont amené à adopter une méthode à dominante ethnographique dont nous ferons le détail.

Jugements moraux sur les humiliations et les insultes : une méthodologie pragmatique pour étudier la sociabilité en milieu scolaire

Luis Gouveia et José Manuel Resende, New University of Lisbon

This communication is based on a research project carried out between 2010 and 2012. A central issue guided this scientific work carried in five Portuguese public schools and with a contrasting social morphology school population: how the proofs of the experiences marked by injustice, humiliation and non-recognition are mobilized by students in several school contexts taken from controversies considered (un) bearable.

This analysis is done in different, but complementary, levels. The first one is the teacher-student relationship, with regard to unequal treatment or humiliation in the classroom. The second one is the sociability among students, focusing on situations of humiliation, physical and moral aggressions as well as the experience of school success or failure in the construction of identity and logics of action taken.

By inquiring the object from the Pragmatic Sociology angle as the theoretical-epistemological choice, the analytical focus is placed on the critical capacities which actors mobilize in situation, through which the actions are structured. The judgments produced by students and teachers facing schools experiences of humiliation and the regimes of action that these judgments support are privileged in this communication.

In this sense, the application of techniques of data collection and analysis, interviews and ethnographic observation is modeled according to the specificities of this methodological approach. Particular emphasis is given to the technique of scenarios, as a device for accessing the critical judgments produced by social actors when confronted with situations (hypothetical) of humiliation in school context.

This communication aims to, presenting some of the results obtained, reflect on the potentialities and limitations of this methodological device adopted in the analysis of situations of violence and humiliation in the sociability inside school.

Identification des pratiques et développement de mesures : regards croisés de professionnel-le-s sur l'intervention auprès des auteurs de violences au sein du couple

Susanne Lorenz Cottagnoud, Institut de recherche santé-social, HES – SO

La lutte contre les violences au sein du couple requiert des mesures complémentaires, au nombre desquelles figurent la législation et les programmes spécialisés de soutien aux victimes et aux personnes auteures. Une étude exploratoire vaudoise a dressé un état des lieux du dispositif de prévention et d'intervention auprès des personnes auteures. Lors de focus groupes, des professionnel-le-s issus de divers horizons (judiciaire, psycho-social, médical, etc.) se sont exprimé-e-s au sujet des pratiques à l'égard de ce groupe de personnes, du réseau d'intervention et des mesures à développer.

Le déroulement des entretiens de groupes a été structuré selon la méthode du SEPO (succès, échecs, potentialités, obstacles). Les expériences réalisées ont été évaluées sur la base d'une matrice conçue autour de deux axes, l'un temporel (rétroactif et prospectif), l'autre qualitatif (les «bonnes pratiques», les points faibles du système). Cette approche a permis aux participant-e-s d'exprimer leur perception, tout en leur offrant la possibilité de réagir aux propos émis par d'autres partenaires du réseau d'intervention.

Cette communication vise à mettre en évidence comment des points de vue sur les logiques d'action diversifiées ont été recueillis. Cette méthode a aussi permis à des idées innovantes de faire leur chemin et de mettre à jour des informations utiles pour cerner les besoins et les attentes des divers acteurs de terrain, tout en leur permettant de mieux se connaître.

Session 2

Animateur : Mohamed Belqasmi, LERS – IDS – ACOFIS – UNS/URMIS

L'« empathie méthodologique » en travail social

David Puaud, EHESS, CEAF - UMR 194

Cette proposition d'article est basé à partir de ma participation-observante en fonction de praticien-chercheur développé depuis 2005 dans un service de prévention spécialisée. J'interviens en tant qu'éducateur de rue dans un quartier populaire d'une ville moyenne de l'ouest de la France. Dans le cadre de mon projet de thèse portant sur la gestion socio-judiciaire des jeunes en situation de marginalité avancée, je développe une méthode de recherche en travail social : l'empathie méthodologique. En effet en poursuivant les réflexions menées par l'anthropologue M. Agier : l'expérience de l'ethnologue-éducateur : « contient une empathie méthodologique qui permet d'opérer un décentrement du regard, depuis une lecture externe culturaliste vers la compréhension des logiques sociales internes. » (2011). L'« empathie méthodologique » peut-être une technique d'enquête adaptée aux matériaux « sensibles » liés au travail social. Par l'« empathie méthodologique », le chercheur restitue des « expériences partagées », une « imprégnation » singulière composée de « fragments d'expérience » vécue sur le terrain. Ces éléments composés de métaphores, analogies, de l'humour, tensions vécues de la culture de l'autre témoignent de la « résonance » acquise sur le terrain avec un groupe donné. Ce positionnement méthodologique permet d'allier le savoir anthropologique à l'implication du travailleur social. Dès lors, il devient possible, d'envisager le développement d'une recherche anthropologique spécialisée en ou sur le travail social.

Les déviances scolaires de la mauvaise note jusqu'à la violence : questions autour de la régulation de l'ordre scolaire

Nicolas Sembel, IUFM Aquitaine, Centre Emile Durkheim - UMR 5116

Si déviance et délinquance sont souvent confondues, l'un des apports principaux de la sociologie a été de les distinguer, et plus généralement de montrer la centralité des processus de construction de la déviance dans de nombreux secteurs des sociétés modernes, et finalement une certaine universalité des mécanismes d'étiquetage, en lien ou non avec les actes déviantes ou délinquants (Becker). Les « jeunes » construits comme individus ou groupes « à problèmes » sont souvent les principales cibles de tels processus. Le monde scolaire n'échappe pas à cette forme de régulation de la déviance par étiquetage, marginalisation voire élimination.

La sociologie de l'éducation, parce qu'elle est d'abord faite par des chercheurs qui sont souvent des enseignants, aborde la question de la déviance scolaire par ses phénomènes les plus spectaculaires : violence, ségrégation d'élèves, pauvreté sociale. Elle associe plus rarement la vie scolaire au quotidien comme un processus, parfois lent et discret, de construction d'une déviance scolaire par l'évaluation des élèves, notamment par leur notation, également par toutes les occasions de formulations d'« appréciations » diverses. Or, l'univers extrêmement normé de la « forme scolaire » (Vincent), traversé historiquement par la fonction de consécration (Bourdieu) et le moteur de l'émulation (Ihl) produit de la déviance à proportion de sa considérable normativité ; et, comme « il est mauvais que tout soit réglé » (Durkheim), et par extension que tout soit normé, la question de la régulation de la déviance produite par une telle normativité reste entière. Nous voudrions poser cette question de la régulation à partir de notre expérience de

chercheur en éducation, de formateur d'enseignants, et d'enseignant.

En sociologie de l'éducation, les choix méthodologiques retenus pour l'étude des objets sont parfois aveugles face à la normativité scolaire. Si le chercheur raisonne souvent en enseignant quand il interroge les objets d'éducation, particulièrement en contexte scolaire, c'est parce que son propre parcours scolaire est souvent couronné par le titre de Docteur, et son point de vue est celui de l'élève qui a réussi.

L'exemple du travail scolaire, que nous avons beaucoup étudié, sous divers « angles méthodologiques » (observation participante, qualitatif, quantitatif) est un révélateur parfois spectaculaire des « schèmes scolaires de perception » (Lahire) qui orientent la démarche de recherche, lorsque ce travail est seulement défini comme « ce que demande l'école », et décrit d'abord par les appréciations non ou peu questionnées des enseignants à l'égard des élèves.

Sur trois autres exemples tirés de notre expérience de chercheur, les inégalités de genre défavorables aux filles, la triche étudiante et l'expérience étudiante ordinaire, l'apport du quantitatif a été décisif face aux limites du qualitatif dans les deux premiers cas, et l'apport de l'intervention sociologique dans le troisième cas, pour questionner bien des présupposés.

Faute de questionner le point de vue du chercheur, qui peut constituer un véritable impensé institutionnel intrinsèque à la forme scolaire, les choix méthodologiques se révéleront empreints de biais non pas « techniques » mais plus fondamentaux. C'est ainsi que l'échec scolaire est devenu le principal problème social, alors que la réussite scolaire, ses classements, son stress, ses injustices et les inégalités que sa domination perpétue ne sont pas interrogés comme posant problème. L'autre principal impensé, non sans liens avec le premier, est l'absence de construction critique de la culture scolaire en objet d'étude.

Ce sont donc les liens entre cadre théorique normé et outils méthodologiques que nous voudrions étudier, en montrant que le meilleur dispositif méthodologique ne peut échapper aux biais théoriques, et qu'il peut même contribuer à renforcer la normativité scolaire.

Des terrains, des entrées, des postures : des potentialités et des limites

Marianne Trainoir, Université européenne de Bretagne, CREAD - GIS Marsouin

Cette communication se propose de revenir sur la problématique de l'accès au terrain d'un travail de thèse en cours sur les usages des technologies numériques par les personnes sans domicile fixe. A travers une démarche inductive, il s'agit de voir ce que ces publics font avec les technologies dans leurs environnements quotidiens et le sens qu'ils donnent à ces pratiques. Il nous faut ensuite interpréter ces données pour éclairer la manière dont se (dé)construisent les liens sociaux. Les premiers résultats montrent comment les instruments technologiques sont fétichisés dans les processus de construction identitaire et de résistance au stigmaté.

L'observation des pratiques « réelles » nécessite un travail en immersion dans les terrains, au plus près des acteurs. Cela implique d'aller à la rencontre de l'autre dans son environnement propre dans une démarche empathique. Dans un premier temps, choisir les structures d'aide sociale comme terrain d'enquête m'a permis d'accéder à une population que l'on côtoie sans la fréquenter. En effet, pour ces personnes, la rue est un lieu de vie. Or, nous n'entrons pas chez autrui sans y avoir été invité. Visibilité n'est pas synonyme de disponibilité relationnelle. La temporalité longue de l'enquête, en favorisant la reconnaissance mutuelle, a ouvert la porte à des échanges « hors les murs ». Cette première phase correspond au moment de la rencontre et de la négociation des statuts.

« Qu'est-ce que signifie « apprivoiser » ?

- C'est une chose trop oubliée, dit le renard. Ça signifie « créer des liens... »
Saint-Exupéry A. (1943) *Le Petit Prince*

L'usage du terme « apprivoisement » m'a parfois été reproché car il laisserait à penser que je considère l'autre comme une bête sauvage. Il me semble pourtant approprié pour décrire le parcours menant de la rencontre à la confiance nécessaire à l'interaction qui caractérise le travail ethnographique. Il s'agit de « créer des liens » et d'obtenir la permission d'enquêter. Le processus d'apprivoisement est réciproque et doit permettre de dépasser tous les effets de stigmatisation que l'on prétend observer. La présence répétée du chercheur sur le terrain implique un glissement de son identité qu'il ne peut maîtriser. Petit à petit, le professionnel s'efface pour laisser place à la personne dont les caractéristiques directement appréhendables (âge, genre et couleur de peau mais aussi vêtements, démarche, façons de faire et registre langagier qui témoignent de l'appartenance sociale) sont interprétées par les acteurs qui lui assignent une place. Ainsi, je me suis peu à peu retrouvée en position d'intervenante, avec des différences notables en fonction des contextes. Dans les structures fonctionnant avec des professionnels, je suis assimilée à une animatrice stagiaire ou à une aide-éducatrice. Dans les associations caritatives entièrement bénévoles, le manque de formation des intervenants et le renouvellement des équipes m'ont petit à petit amenée à prendre des responsabilités. Si pour certains ces évolutions de posture constituent un biais méthodologique réducteur, je crois au contraire qu'elles sont d'une grande richesse à condition, bien sûr, que les conditions d'interaction fassent l'objet d'une analyse aussi rigoureuse que les données qu'elles produisent.

En revenant précisément sur la manière dont je suis entrée sur chaque terrain et la façon dont ma posture a évolué, nous reviendrons sur les questionnements méthodologiques et éthiques inhérents à ce type d'approche. Cette analyse comparée des différents terrains permet en outre d'éclairer les potentialités et les limites des approches professionnelles et bénévoles dans des accueils de jour et de soirée, lors de déambulations pédestres ou véhiculées sur l'espace public auprès des personnes sans domicile.

Atelier n°5 : Sexualité

Animatrice : Marie-Laure Pouchadon, IRTS Aquitaine – ACOFIS

Les forums Internet comme solution face à un terrain caché : le cas de la pédophilie

Aurélien Dyjak, Université de Provence, LAMES - UMR 6127

Notre contribution se concentrera principalement sur les difficultés à enquêter sur le sujet « sensible » que représente la pédophilie et sur la solution du choix de forums internet comme solution. La pédophilie est en effet une réalité cachée, en tout premier lieu par les pédophiles eux-mêmes, difficiles à contacter, et tout particulièrement ceux qui n'ont jamais eu affaire à la justice et pour qui révéler leur pédophilie équivaldrait à un suicide social. Les personnes dont la déviance a déjà été révélée, notamment lors de poursuites judiciaires, sont plus faciles d'accès, mais n'enquêter qu'auprès de ce type de personnes revient finalement à participer à la construction sociale de pédophiles en tant que criminels sexuels. Les forums Internet présentent donc un

double intérêt : entrer en contact avec des personnes ayant fait l'objet de poursuites ou non et d'avoir accès aux échanges, débats ou aux querelles d'individus reconnaissant leur pédophilie et de pouvoir donc analyser l'émergence d'une cognition de groupe, de sentiments d'appartenance ou encore de mettre à jour des processus de reconnaissance mutuelle. Ce type de terrain pose en revanche des difficultés éthiques et déontologiques quant à la relation qu'entretiennent le chercheur et son objet et peut éventuellement faire encourir le risque pour le chercheur de partager le discrédit de son objet d'étude.

L'enquête de la SDN sur l'underworld de la prostitution (1924-1926) : réflexions sur les conditions de possibilité d'une recherche undercover dans un milieu déviant

Nicolas Marquis, Faculté universitaire Saint-Louis, CES et **Jean-Michel Chaumont**, Université Catholique de Louvain, FNRS

Cette communication se base sur un matériau exceptionnel et non encore exploité : les rapports rédigés par les enquêteurs mandatés par la SDN entre 1924 et 1926 pour s'infiltrer et enquêter dans le milieu interlope de la prostitution dans XX pays, principalement en Europe, en Amérique du Sud et au Moyen Orient. Nous nous baserons sur le travail d'un enquêteur en particulier, Paul Kinsie, qui, en se présentant comme souteneur, est parvenu à s'introduire dans ce milieu, allant jusqu'à se faire adouber par des acteurs puissants sans se faire démasquer durant les deux ans d'enquête. A de nombreux égards, cette investigation au destin pourtant plus politique que scientifique (voir Chaumont, 2010) représente un parangon d'enquête undercover dans un milieu déviant. L'effet de contraste qu'elle suscite provient du fait que pareille recherche ne serait sans doute plus possible aujourd'hui. Un tel décalage permet de réfléchir sur les conditions de possibilités de l'enquête undercover. Celles-ci peuvent bien sûr tenir à des qualités personnelles de l'enquêteur lui permettant de se fondre dans un milieu, mais plus encore à des facteurs environnementaux, telle la lenteur avec laquelle l'information se propageait alors entre les différents protagonistes, rendant possible l'usage du malentendu, voire de la duplicité et du mensonge par l'enquêteur. Nous poserons au final la question de la spécificité de l'enquête undercover sociologique au regard de sa consoeur policière (Gary Marx, 1989, Boltanski, 2012), ainsi que celle de l'intérêt scientifique des résultats ainsi obtenus (Marquis, 2012).

Cam girls, lolitas et viols de groupe : une stratégie d'étude des déviances sexuelles des adolescents

Alessandro Porrovecchio, Université de Turin

Le but de notre communication est celui de proposer une stratégie d'enquête sociologique sur des formes particulières de déviance: les sexualités transactionnelles entre adolescent(e)s, et entre adolescentes et adultes. Cette proposition se focalise sur une partie d'une recherche doctorale qui a eu lieu entre 2008 et 2011 à l'École de doctorat en Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Turin.

Puisque l'objet de la recherche est particulièrement complexe et «sensible», on a construit une stratégie méthodologique «intégrée», dont le noyau est constitué par une ethnographie des communautés virtuelles. A la base de cette «intégration» on a une triple convergence: entre une phase d'enquête qui s'est développée dans la toile, et une hors de la toile; entre résultats insérables idéalement sur l'axe paradigmatique

ou bien sur l'axe syntagmatique; entre la collection et l'analyse de données qualitatives et le renvoi à des données quantitatives contextuelles. En particulier on a analysé 12 blogs, 4 forums (ethnographie des communautés virtuelles), on a conduit 20 entretiens en profondeur et deux focus group.

Grâce à cette stratégie, on a pu entrer en profondeur dans les dynamiques transactionnelles des ados, et on a pu comparer le potentiel des différentes techniques d'enquête utilisées par rapport aux différents objectifs de la recherche.

Investiguer la prostitution masculine sur Internet : un exemple de liens réciproques entre dispositif méthodologique, objet d'étude et terrain d'enquête

Vincent Rubio, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Sophiapol - Lasco - EA 3932

Cette communication s'appuiera sur une recherche de deux ans menée par entretiens en face-à-face et observations dans le cyberspace sur les jeunes hommes (18-25 ans) qui, à Paris et en Ile-de-France, proposent des prestations sexuelles rémunérées à des hommes sur Internet. Il s'agira de mettre en lumière la manière dont le chercheur a été à la fois sujet et objet de la recherche. On soulignera par ailleurs dans quelle mesure cette double position est une contribution directe aux résultats de recherche. Après avoir présenté les modalités de l'investigation de terrain, on montrera comment certains de ceux qu'on appelle les escorts mettent en œuvre des procédures de classement informelles dans le « choix » de leurs clients ; procédures aboutissant à une forme d'homogamie sociale qui les protège du stigmate de la prostitution. Or, le portrait qu'ils dressent de leurs clients correspond à la « personne » du chercheur lui-même. Loin de choisir ses informateurs, l'enquêteur a donc été choisi par ces derniers, à la manière dont ils choisissent leurs clients. Il apparaît ainsi que le sociologue, sans s'en apercevoir et d'une manière différente de celle envisagée initialement (en prenant le rôle, non pas de client, mais de chercheur), a réalisé une observation participante au long cours. En permettant au chercheur d'en vivre les modalités de réalisation – sur un mode alternatif certes, mais « de l'intérieur » –, cette observation enrichit a posteriori l'analyse du « choix du client ».

Atelier n°6 : Santé, Care, Handicap

Animateur : Emmanuel Langlois, Université Bordeaux II – Centre Emile Durkheim

Etudier la maltraitance des aides-soignantes envers les personnes âgées dans les organisations gériatriques : le rôle majeur des observations

François Aubry, Institut de Recherche sur la Santé et la Sécurité au Travail

L'objectif de notre communication sera de présenter les enjeux méthodologiques impliqués dans l'étude sociologique des pratiques professionnelles tendanciellement maltraitantes des aides-soignantes envers les personnes âgées dépendantes dans les organisations gériatriques en France et au Québec. A partir d'une étude comparative réalisée dans les deux contextes (Aubry, 2011), un même résultat s'impose : Si les propos des aides-soignantes recueillis par des entretiens semi-directifs laissent présager que les actes maltraitants sont plutôt rares du fait de la forte implication du

personnel auprès des résidents, les observations directes des pratiques permettent néanmoins au chercheur d'identifier de nombreux actes répréhensibles, qui ne correspondent pas aux pratiques prescrites (par exemple, effectuer des gestes brutaux pour « forcer » un résident à manger plus rapidement). En cela, la mise à jour des ces transgressions représente un résultat de recherche pertinent : la maltraitance ne serait pas abordable par le discours des acteurs professionnels. Ceux-ci, désirant préserver une identité professionnelle valorisée (Arborio, 2001), tendent à éviter de parler durant les entretiens des « arrangements » (Roy, 2006) qu'ils doivent effectuer auprès des résidents pour résoudre la tension entre les pratiques prescrites et les exigences organisationnelles. Seules les observations directes permettent une telle compréhension.

Réguler/enquêter les handicaps : réflexions autour de deux dispositifs méthodologiques

Pierre Brasseur et Christine Grugon, Université de Lille I, CLERSE - UMR 8019

Autour de la présentation du cadre méthodologique de deux enquêtes sociologiques, nous proposons une réflexion autour de deux expériences de recherche, en apparence diamétralement opposées, mais qui portent sur des objets proches : elles sont toutes deux adossées à des enquêtes sur le handicap ; elles s'intéressent à des situations considérées comme déviantes, et à leurs éventuelles régulations – selon les interlocuteurs et/ou selon les époques.

Christine Gruson dans son travail de thèse sur les situations de maternité des femmes appelées « handicapées mentales », propose par un dispositif méthodologie innovant (entretiens répétés, usage de vignettes-bandes dessinées et appareil photo), d'interroger directement les mères sur ce qu'elles pensent de leur expérience de maternité, sur l'intériorisation de leur déviance supposée et sur la violence symbolique de certains dispositifs sociaux. Interroger des personnes qui présentent une déficience intellectuelle représente une entreprise complexe et peu explorée sur le plan méthodologique. Les entretiens doivent à la fois être simplifiés et être centrés sur des éléments essentiels de la situation.

Pierre Brasseur propose une réflexion autour de la sexualité – et de l'amour - des personnes en situation de handicap liée à une déficience motrice, dans une thèse qui allie méthode socio-historique et compréhensive. A partir de l'analyse d'une étude de cas – un entretien avec Tristan, 56 ans, homosexuel, amputé de la jambe gauche - il s'interrogera sur les implications éthiques et méthodologiques qu'implique l'interrogation de personnes en situation de « misère sexuelle ».

Par la mise en perspective de nos deux expériences de recherche, nous veillerons à réfléchir sur la notion même de déviance appliquée au champ des études sur le handicap et sur l'aspect éthique des méthodologies de recherche appliquées à l'objet « handicap ».

Enquêter sur la régulation de la maladie mentale : une démarche ethnographique

Émilie Lemire Auclair, Université du Québec à Montréal

En l'espace de quelques décennies, au Québec, les modes de régulation de la maladie mentale sont passés d'une logique d'enfermement à une logique du rétablissement. L'accès au travail, au logement, à l'éducation, à la reconnaissance sociale, longtemps considérés comme des privilèges dédiés aux individus « normaux », devraient

maintenant constituer des droits accessibles à tout citoyen, peu importe leur condition. Comment ces nouveaux modes de régulation influencent-ils le stigmatisme associé aux « problèmes de santé mentale »? Au-delà des changements de vocabulaire, ce nouveau rapport à l'intégration sociale conditionne également les attentes et les normes vis-à-vis des personnes diagnostiquées d'un tel trouble ainsi que leur rapport à la maladie.

Une démarche ethnographique de quatre mois basée sur des entretiens et sur l'observation participante au sein d'une ressource communautaire en santé mentale de la région de Montréal, au Québec, a permis d'éclairer quelques pistes de réflexion autour de cette question et à mettre en évidence les paradoxes de la gestion du stigmatisme, autant dans la vie quotidienne qu'à l'intérieur même de la ressource. Outrepasser les limites imposées par la dissimulation et le camouflage, voilà le défi principal de cette démarche qui sera illustré dans le cadre de cette communication.

Etudier le partage informel d'informations : le cas du secret médical dans les rapports santé/justice

Tristan Renard, Université de Toulouse II Le Mirail, LISST- CERS - UMR 5193

L'émergence de la problématique des violences sexuelles, au début des années 90, avec une attention accrue pour les questions de récidive et de dangerosité, a entraîné la mise en place de politiques pénales et de dispositifs dont une des principales caractéristique a été de confier aux acteurs/actrices du soin psychiatrique et psychologique une part importante de la gestion des risques de récidives et de dangerosité criminelle.

Un des enjeux posé par les acteurs du soin a été la question du secret médical. Un important travail d'élaboration de normes, de recommandations a été mené par certains acteurs pour cadrer la circulation et le partage d'informations au regard de cette question du secret. Sur le terrain la mise en place de certains dispositifs a entraîné un rapprochement entre les acteurs du judiciaire, du sanitaire et du pénitentiaire.

Dans le cadre de notre terrain actuel de thèse nous nous sommes intéressés à la circulation et au partage d'informations entre les acteurs au sein de cadres informels. Nous montrerons que l'étude de ces cadres informels est ici pertinente dans la mesure où elle permet de montrer d'une part l'élaboration d'une culture commune de défense sociale et d'autre part la mise en place de stratégies professionnelles. De manière plus générale l'idée sera de montrer l'importance heuristique de l'étude de ces cadres informels.

Atelier n°7 : Violences et politique

Animateur : Régis Pierret, ITSRA – LRI-ACOFIS

Rwanda : recueillir le témoignage de femmes bourreaux

Violaine Baraduc, EHESS, CEAF - UMR 194

Tandis qu'au Rwanda encore 40 000 personnes sont détenues pour leur participation au génocide perpétré contre les Tutsi, 6% sont des femmes. En considérant tout ce qui interfère avec l'élaboration d'une parole coupable, j'ai totalement reconstruit ma méthode d'enquête à la Prison Centrale de Kigali où 250 femmes continuent à purger

leur peine.

Je travaille aujourd'hui avec un groupe de huit détenues et tente de les engager dans un processus de témoignage. Pour comprendre quelles ont été leurs motivations au moment de rentrer dans les violences, j'ai créé un dispositif spécifique (biographique). Développant conjointement à la recherche un projet de film documentaire, j'ai monté un atelier qui a permis d'aborder de biais la question de leur participation. Celui-ci repose sur deux activités fondamentales : des séances de discussion autour de thèmes liés au génocide ou encore des séances lors desquelles elles commentent les images des lieux où elles ont vécu jusqu'en 1994. En plus des ateliers collectifs, je réalise des entretiens individuels afin d'aborder plus directement leur implication dans les massacres.

Ce travail est doublé par des discussions formelles (filmées) ou informelles, avec des complices, des parents, des juges, des rescapés, des témoins, qui servent à l'élaboration des canevas d'entretiens. En parallèle, je tente de récolter tous les éléments mobilisés par les juridictions gacaca ayant jugé les exécutants du génocide : Procès Verbaux, lettres d'aveux et cahiers de jugements.

Je vous propose, à l'occasion de ce colloque portant sur les choix méthodologiques dans l'étude des déviations et leurs régulations, de revenir sur l'élaboration de ce dispositif et sur les résultats qu'il produit.

Enquêter aux extrêmes : les avantages d'une ethnographie comparative

Samuel Bouron et Pierig Humeau, CURAPP - UMR 7053

Notre communication vise à montrer les intérêts de la comparaison de deux groupes sociaux opposés politiquement, mais classés toutefois aux « extrêmes » de l'échiquier politique. L'un des terrains a été mené en tant qu'observateur incognito des « jeunes identitaires », en vivant pendant une année les épisodes qui mobilisent les militants, dont un camp d'été. L'autre étude a été menée en tant qu'observateur, pendant trois ans, de « l'espace punk indépendant français » au sein duquel se retrouvent bon nombres de libertaires et d'antifascistes radicaux. Dans les deux cas, des éléments historiques et quantitatifs viennent compléter les données ethnographiques.

Notre démarche cumule selon nous deux avantages : l'observation prolongée permet de comprendre par quels répertoires d'action et dispositifs de socialisation se crée l'identité militante et au final, comme le fait la tradition de l'Ecole de Chicago, elle conduit à invalider les stigmates que l'on colle à ces groupes, les associant au « pathologique », par opposition au normal. Ensuite, la comparaison entre deux groupes politiquement opposés oblige à poser la question des véritables spécificités de leur engagement militant, ce qui va à l'encontre du préjugé selon lequel « les extrêmes seraient tous les mêmes. » Si ces deux groupes possèdent des dispositions communes, en particulier des dispositions à la radicalité, leurs perceptions du monde s'opposent, et même s'affrontent dans des sens opposés.

Enquêter sur les péripéties d'un salafi dans une banlieue populaire française

Eric Marlière, Université de Lille III, CERIES - EA 3589

Cette contribution consiste à restituer un début de travail d'enquête auprès d'un français issu de l'immigration algérienne qui pratique la religion musulmane de façon assidue depuis l'adolescence. Emprisonné à la prison de la Santé à la suite des attentats terroristes à Port Royal en 1995, cet adulte se voit confronté aux tensions politiques

inhérentes à la présence de l'Islam en France. Son parcours de salafis cheikhiste (Amghar, 2005) est essentiel pour comprendre, au-delà de son cas singulier, les transformations des pratiques culturelles des jeunes des quartiers populaires.

A travers son parcours individuel, il s'agit d'effectuer une analyse sociologique faisant la jonction entre histoire sociale et migratoire, enjeux sociaux globaux actuels et biographie personnelle de l'enquêté dans l'optique de réaliser le lien entre « l'existence de l'individu et l'histoire de la société ne se comprennent qu'ensemble » (Mills, 1997) Quelle méthode faut-il utiliser afin d'extraire de cette trajectoire particulière un matériau permettant de croiser différents niveaux de la réalité sociale. Il s'agit de réfléchir sur la méthode du récit de vie pour faire du parcours de ce musulman pratiquant un objet sociologique (Bertaux, 2010).

Comité d'organisation :

Manuel Boucher (Responsable RT3 AFS – LERS – IDS - ACOFIS)
Eric Macé (Université Bordeaux II – Centre Emile Durkheim)
Laurent Mucchielli (CNRS – LAMES - ORDCS)
François Sentis (Institut Régional du Travail Social PACA-CORSE)
Konstantinos Delimitsos (RT3 AFS – Université de Nancy)
Emmanuel Langlois (Université Bordeaux II – Centre Emile Durkheim)
Candice Martinez (RT3 AFS – EHESS - ACOFIS)
Thierry Oblet (Université Bordeaux II – Centre Emile Durkheim)

Comité scientifique :

Mohamed Belqasmi (LERS – IDS – ACOFIS – UNS/URMIS)
Claudio Bolzman (Haute Ecole de Travail Social de Suisse Occidentale)
Samuel Bordreuil (CNRS - LAMES)
Michel Chauvière (CNRS)
François Dubet (Université de Bordeaux II – EHESS)
Didier Lapeyronnie (Université Paris IV – Sorbonne)
Virginie Malochet (RT3 AFS - IAU-IDF - CESDIP)
Hervé Marchal (LASTES - Université de Nancy)
Eric Marlière (Université de Lille III - ACOFIS)
Gérard Mauger (CNRS – CSE)
Marwan Mohammed (CNRS – CMS – ERIS)
Régis Pierret (ITSRA – LRI)
Marie-Laure Pouchadon (IRTS Aquitaine – ACOFIS)
Céline Regnard (Université Aix-Marseille)
Philippe Robert (CNRS - CESDIP)
Alain Vulbeau (Université Paris X – Nanterre)



Observatoire Régional
de la Délinquance et des Contextes Sociaux

